

Refusons le monopoly sur l'Ukraine des Trump, Poutine et de leurs sous-fifres européens : ni économie de guerre, ni austérité pour les classes populaires !

Les négociations entre grandes puissances au sujet de la guerre en Ukraine battent leur plein : Poutine pose ses conditions, Trump s'impatiente et les dirigeants européens, Macron en tête, tentent de s'immiscer dans la partie. L'objectif ? Certainement pas d'obtenir une paix « juste et durable », mais de mettre la main sur les richesses minières de l'Ukraine. Sans aucun égard pour le peuple ukrainien, victime depuis plus de trois ans de cette guerre, pas plus que pour le peuple russe, qui subit lui aussi la guerre et la dictature de Poutine.

Sous prétexte de nous protéger : nous déclarer la guerre sociale

Massivement détesté, Macron se pose en chef de guerre pour tenter de nous enrôler derrière lui. Le voilà qui nous refait le coup du Covid : « *Nous sommes en guerre !* »... Et voilà l'ensemble des partis politiques représentés à l'Assemblée, de la gauche à l'extrême droite, qui entre dans son jeu. À quelques nuances près, entre ceux qui mettent en avant la nécessité d'une Europe de la défense, sous la conduite de la France, et ceux qui privilégient la défense des frontières hexagonales. Une bonne manière de nous faire prendre conscience qu'ils ne préparent pas la paix, mais la guerre. Une guerre qui n'a pas pour but de nous défendre, mais d'éprouver les rapports de force entre les grandes puissances, sur le dos des peuples de la planète, comme les Ukrainiens en font la triste expérience.

Dans l'immédiat, ils nous déclarent la guerre sociale, dans une belle unanimité. Du Medef aux confédérations syndicales, de la gauche parlementaire à l'extrême droite, tous entonnent le refrain de la priorité donnée à la défense nationale dans le budget de l'État. Une priorité qui coûte cher, puisqu'elle imposerait de doubler les dépenses militaires d'ici à 2030. Soudain, il n'est plus question d'austérité budgétaire... Car ils veulent piocher allègrement dans nos poches et dans tous les services publics, la santé, l'éducation.

Ni chair à canons, ni chair à patrons : travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous

Nos retraites sont en ligne de mire. Alors que les syndicats avaient fait miroiter l'illusion que la réforme

des retraites pourrait être abrogée par le « conclave » auquel le gouvernement les avait conviés, Bayrou vient de doucher leurs illusions, dimanche 16 mars, en refusant catégoriquement de revenir sur le départ à la retraite à 64 ans... Quant au Medef, il parle du report de l'âge légal pouvant aller jusqu'à 70 ans ! La retraite par capitalisation, avec des fonds de pension pour financer l'industrie d'armement, refait-elle aussi surface. Travailler plus longtemps, sans savoir ce que nous allons toucher, et tout cela pour les plus grands profits des Dassault, Thales, Safran, et bien d'autres : la boucle est bouclée.

Pas question de nous laisser enrôler dans leur effort de guerre. Pour nous défendre contre le capitalisme, fauteur de guerre et d'exploitation, nous n'avons que nos luttes !

Les étudiants contestent en ce moment les coupes budgétaires prévues sur leurs universités, dans le cadre de cette cure d'austérité qui ne vise que ce qui nous est utile. Ce gouvernement veut empêcher les enfants des classes populaires d'accéder aux études et cherche à les envoyer au turbin le plus tôt possible.

La jeunesse a raison de se mobiliser, et il est temps de manifester nous aussi notre colère : salaires, retraites, conditions de vie, les raisons ne manquent pas. Il veut aussi nous diviser, en fonction des frontières, des nationalités, des origines et attaque toujours plus violemment ceux et celles qu'il prive de papiers.

Le 22 mars, participons à la marche des Solidarités contre le racisme qui sera organisée dans de nombreuses villes de France.

Faut-il négocier les licenciements ?

La direction de la CRAMIF a invité les directions des organisations syndicales au sujet des reclassements des 25 travailleuses et travailleurs du centre de santé.

Rien d'étonnant de la part de la direction. Mais est-ce une bonne stratégie d'accepter de discuter sur cette base alors que l'heure est encore au combat ? Le début de la mobilisation a déjà porté des fruits contraignant le ministre de la santé à s'engager à trouver une solution. Comme le disait Bertolt Brecht : « celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà perdu. »

L'arbre qui cache la forêt

Ne nous leurrions pas, cette fermeture partielle augure la fermeture totale dans le cadre de la vente du bâtiment et le déménagement de la CRAMIF

On commence par 25 salariés du centre de sante et ensuite tout le monde y passe. D'autant que l'Assurance Maladie veut se débarrasser de la CRAMIF, dernière caisse régionale d'Assurance maladie en France.

C'est une responsabilité de toutes les organisations syndicales de construire dès à présent une lutte globale contre la menace de fermeture du centre et potentiellement de la CRAMIF. Le CMS et la CRAMIF doivent rester dans le 19^{ème} !

Un pognon de dingue

La Commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants, mise sur pied à la demande du groupe communiste, poursuit ses auditions, et ce n'est pas triste. Dès 2015, le Conseil d'État demandait au gouvernement d'élaborer un document de référence et invitait l'Insee et la direction du budget à dresser la liste des dispositifs de ces aides. Et depuis : rien.

Le gouvernement entretient sciemment le flou artistique sur l'argent public qui abreuve le secteur privé. Alors on se contente d'approximations qui vont de 70 milliards d'euros par an, selon Sylvain Moreau, un des directeurs de l'Insee, à 170 milliards pour Marc Auberger, inspecteur général des finances. Mais en tenant compte des exonérations fiscales et autres, le total pourrait avoisiner les 250 milliards d'euros. Pendant ce temps, les services publics sont saignés à blanc et crèvent faute de financement.

Tout augmente sauf nos salaires !

Les tarifs de JELO viennent d'augmenter d'1€ sur les formules. Ce qui représente une augmentation de 13 %. Tout irait bien si on avait la même augmentation sur notre fiche de paye !

De quoi David Clair a-t-il peur ?

Depuis la mobilisation sur le centre de santé, la sécurité à l'entrée de la CRAMIF et du CMS a été augmentée.

De quoi ont-ils peur ? Des assurés ? Des salariés ? ils ont bien raison, on ne lâchera rien !

Les Serbes dans la rue contre la corruption

Les mobilisations contre la corruption et le pouvoir en place continuent en Serbie, depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad qui a fait 15 morts le 1er novembre... suite à des travaux bâclés.

Les manifestations sont quotidiennes dans Belgrade, la capitale, avec un record atteint ce samedi, où 300 000 personnes venues de tout le pays ont défilé sous le mot d'ordre « la corruption tue ». Le mouvement, étudiant à la base, est maintenant rejoint par de larges couches de la population, notamment des travailleurs et des paysans. De quoi renforcer la lutte et rendre encore plus ridicule la propagande du gouvernement qui voit derrière chaque manifestant un « agent perturbateur de l'étranger ».



Du fric pour les écoles, pas pour l'armée !

La nouvelle carte scolaire prévoit 470 suppressions de postes d'enseignants et 5000 fermetures de classes. La ministre de l'Éducation, Élisabeth Borne, les justifie par la baisse démographique... alors que les classes surchargées pullulent partout !

Heureusement, enseignants et parents d'élèves sont mobilisés depuis plusieurs semaines contre cette

mesure : des banderoles et rassemblements fleurissent devant les écoles et la journée de grève du 11 mars a été bien suivie. Les syndicats enseignants appellent à nouveau à la grève pour le jeudi 20 mars contre cette austérité budgétaire.